

POUR UNE SACRALITÉ PROFANE

Régis Debray

Association Médium | « Médium »

2006/1 N°6 | pages 3 à 22

ISSN 1771-3757

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-medium-2006-1-page-3.htm>

!Pour citer cet article :

Régis Debray, « Pour une sacralité profane », *Médium* 2006/1 (N°6), p. 3-22.

DOI 10.3917/mediu.006.0003

Distribution électronique Cairn.info pour Association Médium.

© Association Médium. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Pour une sacralité profane

RÉGIS DEBRAY

Marier l'eau et le feu ? Cet oxymore, quand on se veut laïque et rationaliste, tient de l'absurde, voire du sacrilège. Force nous est cependant de constater qu'à la différence des actes de connaissance, le lien social est suspendu à un surplomb symbolique. C'est du moins la thèse soutenue dans la conférence inaugurale du Huitième Rendez-vous de l'Histoire, qui s'est tenu à Blois en octobre 2005, autour du thème « Religion et Politique ».

Je mesure trop bien le sacrifice que vous avez consenti, cher Jean-Noël Jeanneney, merci Francis Chevrier, en conviant à cette inauguration, je crois pour la première fois depuis huit ans, un philosophe à comparaître devant des gens sérieux. Chacun connaît la méfiance des historiens envers les idées générales et l'esprit de système (pour ne rien dire, *horresco referens*, des philosophies de l'histoire). Cette allergie professionnelle, qui va de l'indifférence narquoise, ou *benign neglect*, à l'horripilation épidermique, relève sans doute d'une autodéfense immunitaire. Son symptôme le plus constant est cette objection aussi imparable qu'immanquable, à laquelle il faut d'avance se résigner : « Allons donc, c'est beaucoup plus compliqué que ça. Vous simplifiez outrageusement, vous schématisez, redescendez sur terre. » Le pire est que c'est vrai. La terre, elle, ne ment pas, comme dirait l'autre. En tout cas, le territoire est toujours plus compliqué et passionnant que la carte aux cent millièmes, et l'on ne fait pas le tour des siècles en tirant trois tiroirs conceptuels du fond de son bureau. On

comprend l'irritation de ceux qui s'échinent aux relevés de terrain face aux pensées de survol, mais l'opposition entre l'occurrence et le type, la circonstance et la tendance, entre une physionomie individuelle et l'anatomie comparée, relève le plus souvent du malentendu. Un modèle d'intelligibilité ne disqualifie pas l'exploration du cas d'espèce. Ils peuvent même s'aiguiser mutuellement. Souffrez dès lors qu'un fantaisiste, que l'exégèse livresque endort mais que l'événement empirique réveille, se pose à voix haute devant vous la question de l'anthropologue (et non du propagandiste ou du moraliste). Constantin, Saladin, Savonarole ; Julien l'Apostat, Saint Louis, Mao Tsé-Toung ; France, États-Unis, Irak... Y a-t-il un *invariant qui se dégage de ces variations sans rapport évident entre elles*, et si oui, lequel ? N'y aurait-il pas, au cœur et par-dessous ces flux et reflux d'exaltation messianique ou de gel doctrinal, une sorte de temps immobile ? Ne peut-on poser ou supposer une logique souterraine et persistante sous tant de furies manifestes ? Ma conviction est que oui, le oui peut s'argumenter, appelons cela la folie – ou l'idiotie – du philosophe.

Je ne ferai donc pas mien ici le noble souci d'écraser l'infâme. Ni celui de souligner l'ascendance biblique et chrétienne des Droits de l'homme. Outre qu'un même homme peut soutenir l'un et l'autre, puisque lutter contre le cléricalisme n'interdit pas de savoir ce que l'histoire tout court doit à celle des religions, ma question sera plus triviale. Elle s'énoncerait ainsi : pourquoi le Christ, Mahomet, Bouddha ou Lao-Tseu restent des contemporains pour des millions d'êtres humains, quand les mêmes ont tourné la page des lampes à huile, de la houe et des moulins à eau ; pourquoi les prétendues névroses infantiles de l'humanité, comme disait Freud, ne passent pas, ou si mal, quand elle arrive soi-disant à l'âge adulte ; à quelle nécessité profonde renvoient ces traditions de croyance multimillénaires, et plus que jamais inflammables à l'ère des blogs

et des téléphones portables ? Bref, en le distinguant du souci spirituel, qui est d'ordre privé et personnel (le spirituel, c'est un individu, la religion, c'est une foule), pourquoi le *fait* religieux est-il politiquement aussi têtù ?

Dénoncer les barbaries commises au nom des Écritures saintes, prôner la tolérance, encourager un sain relativisme, permettre à César de respirer dans son coin et limiter Dieu au for privé : quel homme sensé ne serait pas d'accord avec ce programme minimum ? La foi d'un côté, la raison de l'autre. Respect mutuel. Équilibre et cohabitation. Cette dissociation, qui doit peut-être quelque chose aux dualismes grec et biblique, ce dédoublement est la sagesse même, politiquement optimale et moralement rassurante : non-négociable. Le malheur est qu'au regard de l'histoire longue, préhistoire incluse, ce n'est pas ce qui domine dans le tableau. Aussi loin que porte la vue, on ne discerne pas un vis-à-vis, ni même un côte à côte entre deux termes étrangers ou distincts : religion d'un côté, politique de l'autre. Comme seraient chien et chat, comme le Bien et le Mal. Sans remonter aux prêtres-rois, aux faiseurs de pluie des sociétés sans écriture, ou aux Fils du Ciel de la Cité interdite, ce qu'on peut savoir de nos propres origines témoigne plutôt d'un domaine *indivis* : même si l'Église chrétienne a mis un peu de temps, deux siècles, avant de se meubler en style Empire, le politique s'est partout et d'emblée installé dans les meubles du religieux. À preuve notre vocabulaire le plus courant : les *ministres* l'ont d'abord été des Cultes, on parle de leaders *charismatiques*, et dans nos hiérarchies administratives, il y a le grec *hieros*, sacré. Raison de plus, dira-t-on, pour ne pas relâcher la vigilance, même si le stade chamanique, mythologique et théocratique de nos organisations collectives, n'est plus qu'un souvenir. Point besoin d'avoir lu Freud pour savoir qu'on n'est jamais quitte avec son enfance, et que le passé est cela qui fait retour. Mais il y a pire. Si on se fonde sur sa propre expérience,

sur ses propres *enthousiasmes* (étymologie : le divin en soi), mais aussi et surtout sur la documentation disponible, il apparaît qu'une action collective tournée vers l'avenir requiert des acteurs une croyance irrationnelle, disons l'adhésion à une proposition proprement indécidable. Cette source d'énergie psychique, qui se donne pour vérité, mais qu'on ne peut ni prouver ni réfuter, le psychanalyste la nomme *illusion*, le croyant parle de *foi*, et le commun des mortels de *conviction*, dont la force n'est plus à démontrer. L'objet peut en être son ethnique, son pays, Dieu, le sens de l'Histoire, la Science, le Progrès, etc. Devant le défilé de ces entraînant majuscules, on ne peut se défendre de l'impression que tout regroupement, fût-il sans dogme et méfiant à l'égard de toute transcendance, que toute société est au risque du religieux, les sociétés savantes mises à part (et encore, cela se discute). Et que le fanatisme n'est pas une anomalie, une monstruosité ou une malédiction, mais la forme pathologique d'un état normal de la sensibilité de groupe. « La maladie, disait Bergson, est aussi normale que la santé, laquelle, envisagée d'un certain point de vue, apparaît comme un effet constant pour prévenir la maladie et l'écartier. » On lisait naguère dans certains livres de référence que « les phénomènes pathologiques sont identiques aux phénomènes normaux aux variations quantitatives près » (principe de Broussais). On ne peut pas toujours mettre la main sur le cœur et déclarer intolérable des choses dont on ne se demande pas pourquoi elles existent.

UN MOT AVEUGLANT

Il nous faudrait au préalable lever le voile du vocabulaire (encore un travers de philosophe : mettre en doute la validité des mots les mieux reçus, qui ne font plus problème pour personne). Pour envisager que le fait religieux soit *dans* le fait politique, ou la croyance dans l'appartenance, comme la pluie

dans le nuage ou le ver dans le fruit (chacun ses métaphores), ou, pour en venir à notre propre hypothèse, pour saisir qu'il y a de la communion au fond de toute communauté consistante et résistante, certains stéréotypes font obstacle. Oublions un instant celui de *religion*, ce trompe-l'œil ethnocentrique, ce latinisme génialement mais tardivement détourné à son profit par le mouvement chrétien pour des raisons stratégiques, au troisième siècle de notre ère. C'est un terme juridico-politique désignant l'institué ou l'officialité quand *superstitio*, terme jusqu'alors appliqué à la secte des chrétiens, désignait une croyance illicite, sans légitimité nationale ou étatique. On sait que *bouddhisme*, *confucianisme* et *taoïsme* sont des inventions européennes, et que *monothéisme* n'est pas un terme de théologien. On sait moins que *religion* ne figure ni dans l'Ancien Testament ni dans les Évangiles ni dans le Coran. Pas plus qu'en sanscrit, en persan, en grec ancien, en chinois, etc. (c'est nous qui traduisons ainsi Voie, Enseignement, Loi, dette, piété ou encore *dharma*, *dat*, *din*, *zônj-giao*, *threskeia* ou *desidemonia*). Un mot introuvable, donc. Et pour cause, puisqu'un système solidaire de mythes et de rites, exclusif de tous les autres et associé à une Révélation, un Dieu unique, une foi personnelle, un clergé, des dogmes, des Écritures sacrées, une orthodoxie – cela ne concerne, aujourd'hui, qu'un être humain sur quatre, et encore, sur les cinq dernières minutes de la matinée. Car avant disons -600 de notre ère chrétienne, cette architecture assez singulière dont le sommet est un Père Éternel, un Créateur incréé, une Personne avec un grand P s'adressant à des personnes à p minuscule, nous était strictement inconnue. Ce que nous appelons « religions » au sens large apparaît au mieux vers le troisième et le deuxième millénaire avant J.-C., mais la fonction symbolique, qui les précède et qui leur survivra est beaucoup plus ancienne. Elle n'est pas propre à la descendance d'Abraham, ni même à l'homme civilisé, mais tout simplement à

l'homme neuronal. Le *sapiens sapiens* a, par rapport au primate anthropoïde, une particularité neurologique et névralgique. Son cerveau est ainsi câblé qu'il ne peut s'empêcher de relier le visible à de l'invisible, l'actuel à du virtuel, le réel effectif à des choses qui ne sont pas des choses. Si croire consiste à affirmer plus qu'on ne sait, plus que ce que l'on voit ou entend, le bipède sans plumes est en proie à la croyance depuis 300 000 ans (200 000 après la domestication du feu), datation approximative de la première sépulture connue (trente-deux individus inhumés au fond d'une grotte de la Sierra d'Atapuerca, en Espagne, flanqués de bifaces en quartz teintés d'ocre). Qu'une parcelle d'un mort survive à sa mort, que la fin de la vie physique d'un humain ne signifie pas la fin de toute sa vie, c'est la preuve qu'il y avait dès avant les sociétés agro-pastorales, et même avant les bisons de Lascaux et les rhinocéros de Cosquer (30 000 ans), un monde des esprits superposé au monde visible des corps, bref une verticale symbolique croisant l'horizontale de la tribu ou de la horde. Multiples sont les productions de sens, dont l'ensevelissement des morts et le culte des ancêtres sont la première marque attestée, mais elles ont toujours pour point commun le *raccordement d'un présent effectif à un terme absent*.

C'est pourquoi le terme de *communion* me paraît plus neutre et plus juste que celui de *religion*. Qu'on en cherche la racine dans *unio* ou dans *munus* (l'*union avec* ou la *tâche collective*), et si on le débarrasse de l'acception mystique ou liturgique que lui a donnée le christianisme, il peut s'appliquer à toutes les formes d'allégeance, qu'elles mettent en jeu des dieux, un Dieu, ou aucun. Communion combine l'*être-avec* et le *regard vers*, vers une force tutélaire, être, principe ou entité, outrepassant le visible et le tangible du monde sensible. Soit les deux éléments à réunir, le groupe et la transcendance, pour que notre Bureau central des cultes puisse enregistrer comme *culturelle* une association loi de 1901.

Car notre droit civil, à bon escient, ne connaît que des *cultes* (le substantif *religion*, tout comme celui de *laïcité*, est introuvable dans la loi de 1905).

Je me permettrai dès lors de traduire « fait religieux » par fait de communion, et « fait politique » par fait de communauté, et par lire dans votre sujet de réflexion « *communion et communauté* ». Pourquoi ? Pour éviter de prendre l'ombre pour la proie. En clair, pour éviter de confondre *le* politique, à savoir la constitution et perpétuation de formes cohérentes de vie en commun, avec *la* politique, comme lutte pour le pouvoir dans tel ou tel agrégat constitué. *Le* politique, c'est l'art de transformer un *tas* d'individus quelconques en un *tout* identifiable, susceptible de survivre à ses membres. L'art de passer de l'attroupement au regroupement. De constituer une autorité collective, une personne morale, un sujet de droit (au-delà du groupe en fusion). Ou de substituer une puissance collective à des forces individuelles. *La* politique, c'est ce qu'il y a dans le journal de ce soir. Ne confondons pas le Gulf Stream avec le clapotis des vagues, le *e pluribus unum*, qui ramasse en trois mots l'alchimie sans âge du politique, avec la prochaine présidentielle. Une communion, pour faire simple, c'est une communauté, plus une conviction. Or il n'est pas de communauté, fût-elle citoyenne, franc-maçonne ou agnostique, sans, à sa base, une conviction indiscutable et indémontrable, de l'ordre de l'axiome ou du postulat : ce qu'on est tenu d'admettre pour évident pour que tout le reste coule de source. Cet indémontrable, certains l'appellent *Révélation*, et l'entourent de la cuirasse du mystère ou du dogme pour le soustraire aux coups de la critique : mystère de l'Incarnation, de l'Élection, de la Descente du Coran incréé. Ce sont les religions du Livre. D'autres prennent une date parmi d'autres de leur histoire et en font une date pivot, objet d'un culte extraordinaire : prise de la Bastille, Thanksgiving Day, prise du palais d'Hiver... On trouve régulièrement un dénivelé qui fait le

départ et donne à quelques centaines, milliers ou millions d'individus divisés par toutes sortes de conflits d'intérêts le sentiment d'appartenir à un même ensemble—famille, mouvance, patrie, fédération, internationale, etc. Ce référentiel implicite est dormant ou souterrain, mais il affleure au grand jour en période de crise, guerre ou séisme, dès que ce même ensemble se trouve brutalement mis sous tension, et menacé de mort. C'est pourquoi les temps de paix tendent à escamoter de nos champs de conscience cette espèce d'inconscient collectif.

Si tout cela n'était qu'une affaire de *religion*, au sens catho-romain du mot, il y a longtemps que la promesse des Lumières aurait été exaucée, puisque la science a fait des pas de géant et que nos anciens lieux de culte se reconvertissent, du moins dans nos contrées, en lieux de culture. En démasquant le noir complot des Jésuites, et les histoires à dormir debout qui ont tissé l'Ancien et le Nouveau Testament, le siècle des Lumières avait espéré que la Raison, escortée par l'Encyclopédie et l'école pour tous, ferait sereinement reculer les superstitions ; après quoi, pensait-on, l'humanité serait guérie de ses maladies de croyance cléricalement transmissibles : pronostic non confirmé. Ce n'est pas parce que le Dieu d'Abraham a quelques difficultés en Europe et au Québec qu'on peut prendre une pièce détachée pour la machinerie, et le petit cap désenchanté de l'Asie pour un désenchantement du monde. La sécularisation liée à la transformation d'un dogme structurant en une simple opinion facultative ou une option spirituelle parmi d'autres, nous sert de mol oreiller, fort bien. Mais le fait est qu'aujourd'hui, sur cette planète en plein réenchantement, il y a plus de pays en voie de « désécularisation » que l'inverse, y compris parmi les démocraties réelles ou potentielles – Inde, Irak, États-Unis, Mexique, Russie, Nigeria. Aux USA, le taux de pratique religieuse n'a cessé de monter depuis deux siècles. Et au sud du Sahara les prophètes partout subjuguent les

présidents. Dans l'histoire longue du symbolique, et à l'échelle de l'espèce, notre Dieu unique et personnel est un avatar du sublime parmi d'autres et nullement une clef de voûte immuable. La mort de Dieu ne concerne pas les pays où il n'est pas né : ni la Chine ni l'Inde, soit les deux plus grosses masses d'hommes de la planète.

La *religion*, au sens clergé et « religion du Livre », est sans doute un alibi commode puisqu'il nous permet d'imputer à une Église, à une confession délimitée ou à un appareil de salut (plus ou moins florissants ou délabrés), tout ce qui répugne à une modernité orgueilleuse, férue d'autoréférence et d'autosuffisance : disons pêle-mêle le poids de l'héritage, le corset impersonnel de l'institution, l'hétéronomie, la tradition, la dette, le sacré, l'interdit. La religion, en ce sens, c'est l'aliénation de mon voisin (comme « l'idéologie est l'idée de mon adversaire »). Nous imputons à une sorte d'excroissance ou de survivance cette part nocturne ou maudite de l'être-ensemble, dont se sont détournés, et ils avaient des excuses, nos héros des Lumières qui assimilaient la croyance à une opinion individuelle (« Nul ne sera inquiété pour ses opinions, même religieuses »). Mettons Rousseau de côté à qui l'on doit l'expression si juste et embarrassante de *religion civile*. Ce trou noir, Tocqueville l'a découvert en Amérique, mais Marx, hélas, ne l'a pas vu à l'œuvre dans le Mouvement ouvrier naissant sous ses yeux. Notre principe de plaisir peut alors pratiquer le déni de réalité en faisant jouer à la religion le rôle du vilain dans le western. Le méchant ou le rétrograde dont l'élimination par le progrès scientifique et technique permettrait l'avènement de communautés humaines qui ne seraient pas des communautés de destin mais des contrats entre libertés individuelles, vivant leur présent au présent, structurées par leurs seules pratiques, libres de choisir leur avenir sans avoir à se référer à un principe ou une obligation

qui ne dépend pas de leur bon vouloir. Ainsi de *l'illusion antireligieuse* des États communistes, qui se sont crus incroyants parce qu'ils étaient athées, quand c'étaient de pures hiérocraies. Ainsi de la Bonne Nouvelle démocratique de la religion civile des Droits de l'homme, à savoir que la religion appartient à une période passée et dépassée. Tout au plus, nous dit-on, peut-elle encore squatter quelques consciences intimes pour des émois personnels et privatifs. L'idée flatteuse et rassurante qu'il suffit de refuser de s'incliner devant les idoles ou un quelconque ordre surnaturel pour en finir avec la sacralité du point de fuite comme point de cohésion n'a pas résisté à l'épreuve de l'histoire, sur la durée. Ce ne sont tout de même pas les méchants monothéistes qui ont inventé les cultes séculiers de Staline, de Mao ou de Kim Il-Sung, de la race, de la classe, ni même de la Patrie et du Progrès, sous une Troisième République « libre-penseuse ». Ce ne sont pas les religieux qui ont inventé la sacralité mémorielle d'Auschwitz dans l'Union européenne agnostique, ni la sacralité rituelle du Gange dans l'Union indienne polythéiste.

L'INCOMPLÉTUDE

Quelle serait, de ce point de vue, la saumâtre réalité que le conte de fées libertaire, chez nous au poste de commande depuis une cinquantaine d'années, s'efforce de refouler ? C'est le fait qu'un cadre commun de confiance et de référence suppose un englobant, soustrait à la critique, voire à la conscience des englobés. Quand on se dit « frère de » Un tel, c'est qu'on se reconnaît tacitement « frère en » – quelque idéal, chimère ou figure édifiante, qui nous précède, nous excède et nous succédera. Frères en Christ, en République, en Droit. Pour se relier à l'horizontale – « être membre de » –, mieux vaut s'ordonner à une verticale – « adhérer à ». Il y a quelque chose de pathétique à vouloir « reconstituer du

lien social », comme on dit, en ignorant les contraintes du symbolique. Car le mot a deux sens étymologiques, et ce n'est pas par hasard : ce qui *réunit* (\neq le diabolique), et ce qui *renvoie* à autre chose que lui-même. Ces deux sens sont organiquement complémentaires.

Il n'y a pas que les nations du xx^e siècle qu'on puisse décrire comme des communautés imaginaires. Quel groupe humain, pour perdurer, n'a-t-il pas eu à substituer un objet de croyance à un objet d'expérience ? La croyance, par exemple, non en la messianité, mais en la divinité de Jésus (qui n'est pas chez Paul) apparaît vers l'an 80, avec la première cristallisation en communauté organisée des groupuscules chrétiens. Pas de transcendance, pas de communauté : le symbolique ou l'imaginaire n'est pas le supplément d'âme, c'est la condition amont de toute prise de corps. Il suffit de mettre en regard une coupure de cinq ou de dix euros, qui est un billet de Monopoly, sans devise, personnage, emblème, lieu ou date, avec une coupure de un ou de dix dollars, qui est un condensé de mytho-histoire, pour comprendre pourquoi l'Union européenne fait au mieux un état civil alors que les USA sont au moins un état d'esprit. Ce butoir en exergue, ce point spectral plus ou moins mythifié, baptême de Clovis ou prise de la Bastille, cette péripétie choisie entre cent autres et transfigurée en Origine, qui donnera lieu à des commémorations réglées, et qui n'a rien nécessairement de divin ou de révélé, n'est pas du même niveau que la limaille individuelle que son invention doit pouvoir polariser. Il lui est hétérogène, passé ou futur, ancêtre ou utopie. *Ce qui est commun à toutes les parties d'un ensemble homogène ne fait pas partie de cet ensemble.* On ne partage que ce qui nous dépasse. Ce qui fait société n'est jamais seulement sociologique. Cela se déduit de l'incomplétude, qui n'est certes pas un théorème ou un résultat, mais une hypothèse pour le moins documentée, à savoir *qu'aucun ensemble ne peut se clore à l'aide des seuls éléments de cet ensemble.*

Dès qu'une société se donne des contours ou se fixe une frontière, entre en jeu un point sublime ou mythique, abstrait ou immatériel, légendaire ou surnaturel. On comprend pourquoi la question des frontières de l'Union européenne s'avère si embarrassante : on ne peut « fermer » l'Europe sur une mappemonde, en lui assignant un périmètre géographique, sans lui donner, par convention, une ascendance généalogique, ou symbolique et, par là même, une transcendance. Où l'on voit qu'*union sacrée* est un pléonasme. *Sacré* vient du latin *sancire* : mettre à part, séparer, hors circuit. La désacralisation de Lénine engagée par Gorbatchev impliquait à terme la désunion soviétique, comme celle des Pères Fondateurs aux USA (ou la suppression du Memorial Day) annoncerait sans tarder la désunion américaine. La transformation d'un pluriel en première personne ne se fait pas par une simple addition d'individus, de régions ou d'États. Pour que *je + tu = un nous* – le nous de *we, the people* ou du *Allons enfants de la patrie* –, il faut une référence en abscisse. Sans *supra*, pas d'*inter*. Pour faire image, les clefs de la maison ne sont jamais dans la maison. Il y a régulièrement un Moïse en amont, un Décalogue, une Déclaration des Droits elle-même représentée sur les Tables de la Loi, un ancêtre agissant, un œil dans un triangle sur le dollar, un père fondateur, principe suprême, événement inaugural, ou quelque « hauteur béante », que ce fantôme se nomme Athéna à Athènes, Énée ou Romulus à Rome, Clovis dans la France de l'Ancien Régime, *God bless America* à Washington, Liberté-Égalité-Fraternité dans une République inégalitaire et fort peu fraternelle. Pour revenir à l'Europe actuelle, on ne passe pas de plain-pied et dans la foulée, sans changer de terrain, d'un grand marché économique, qui est une balance d'intérêts particuliers, à une appartenance politique vécue ou à une communauté de projets. Cela ne se fait pas sans se hausser d'un cran, vers quelque chose d'indémontrable, ou de légendaire, disons un parti pris d'ordre

méta-physique (au sens le plus littéral du mot).

Puisque, chez le primate symboliste, la force pure ou le seul intérêt matériel immédiat ne suffit pas à forger et cimenter un rassemblement, et qu'aucune domination de fait ne saurait se passer d'un principe de légitimité trans-politique, quand l'autorité civile échoue à entretenir la dépendance symbolique, ou ne peut plus défendre l'identité et la souveraineté culturelle d'une nation, ce sont les autorités religieuses qui prennent la relève et tiennent la dragée haute aux autorités civiles et politiques. Même si, comme en Égypte et dans l'Islam modéré, s'instaure une division du travail, allouant le contrôle de la société aux religieux et le contrôle de l'État aux politiques professionnels, confinés aux superstructures. Avec souvent d'étranges résultats : 93 % de femmes excisées en Égypte, fidèle alliée d'une Amérique très féministe.

Il est assez frappant de constater que plus la clef de voûte d'une communauté est insondable et irréprésentable (au point d'interdire toute image ou statue), mieux elle résiste à l'usure et aux poussées centrifuges (la soudure par Yahvé ou Allah tient mieux que le recours à tel ou tel héros fondateur) – comme si c'était le plus transcendant qui était le plus agglutinant. En témoigne l'incomparable longévité des Révélations monothéistes, au regard des régimes, des États et des empires au temps court. Ainsi que la résistance du code génétique confessionnel, là où le retranchement d'un credo fait corps avec l'identité nationale. Pensons à la Pologne, l'Irlande, la Grèce, l'Arménie, mais aussi à la Turquie laïque et kémaliste, où 80 % de la population se dit musulmane et croyante. Point besoin de revenir sur la communion américaine qui boucle son *melting-pot* sur un déisme confédéral, socle d'une impériale religion civile, biblico-patriotique. Plus insolite est le cas chinois, où le nombre de protestants

(50 millions) semés par les missions anglo-saxonnes a dernièrement réveillé le taoïsme, religion nationale remise en selle par le Parti communiste lui-même. Jiang Zemin, il y a quelques années, est allé se recueillir devant la statue du Vieux Seigneur et Deng Xiaoping ne se faisait pas faute de citer ses meilleures formules. Un sinologue émérite, John Lagerwey, est d'avis qu'il faut connaître par le menu l'histoire religieuse de la Chine archaïque pour comprendre ce qui s'y passe aujourd'hui. Il va jusqu'à récuser l'idée de deux pôles distincts. Religion et politique ne font qu'un, nous a-t-il expliqué au colloque sur *Religion et Politique en Asie*, récemment organisé par notre Institut européen en Sciences religieuses et le ministère des Affaires étrangères. « Le pouvoir politique en Chine est un pouvoir religieux issu de la société qui, une fois établi, fonde sa légitimité sur l'exclusion de tout autre pouvoir de même type et de même origine. Il n'y a donc en Chine que des mouvements religieux qui prennent le pouvoir et ceux qui échouent à le prendre : pas étonnant, dès lors, que l'État se méfie de la religion et cherche à contrôler et à canaliser tout mouvement religieux qui n'est pas identique au sien. » Pour parler un langage occidental, l'État chinois est une Église. Il l'a été, dès l'origine, et le demeure. Même s'il a toujours plusieurs fers au feu pour le Mandat céleste, selon les dynasties ; bouddhisme, confucianisme et taoïsme.

« SAINT LAÏQUE » OU SAINTE LAÏCITÉ ?

« Dieu est mort, mais l'homme n'est pas pour autant devenu athée. Ce silence du transcendant, joint à la permanence du besoin religieux chez l'homme moderne, voilà la grande affaire, aujourd'hui comme hier. » Qui a écrit ces mots ? Sartre, en 1947. « Je ne conçois pas une société sans religion, c'est-à-dire sans des croyances communes qui relient toutes les âmes en les rattachant à

l'infini d'où elles procèdent et où elles vont ». Qui a écrit cela ? Jean Jaurès. On peut donc être officiellement athée, on peut lutter de son mieux contre la confusion mortifère du politique et du religieux, et en savoir néanmoins assez sur les détresses humaines pour ne pas se croire sans religion parce qu'on ne va plus à la messe. Une humanité délestée de ses communions, au pluriel, c'est-à-dire sans croyances ni appartenances, ressemblerait assez vite aux deux espèces de primates les plus proches de nous, avec lesquelles on partage 98 % de nos chromosomes, les bonobos et les chimpanzés. Nos très estimables cousins vivent aussi en société, mais ils n'ont pas à pâtir des risques inhérents au politico-religieux. Bien sûr, il y a beaucoup de façons de faire *la part du feu sacré*. Mais ce n'est pas parce que l'État s'est heureusement dégagé au siècle dernier, en France et dans quelques autres pays, de l'étreinte asphyxiante d'une institution rétrograde, que nos sociétés ainsi émancipées peuvent se mettre à batifoler dans une pure immanence calculatrice ou technocratique. Sauf à prendre un entracte pour la pièce, ou un passage à vide pour un *happy end*. Ce n'est pas parce que les Églises se vident (à peu près au même rythme que les musées se remplissent) dans une dizaine de pays occidentaux sur cent soixante-dix dans le monde – et les États-Unis, on ne le sait que trop, ne font pas partie du lot – qu'on peut regarder de haut le passé mythologique de l'humanité, comme un cauchemar dont on serait à jamais libéré. Une *trame anthropologique* (l'incomplétude) ne disparaît pas avec un *motif de circonstance* (tel ou tel dieu, dogme ou culte). On se tromperait, me semble-t-il, en confondant *une offre confessionnelle particulière* avec *la demande tous azimuts d'un minimum de sacralité*. Ce que masque, au fond, l'aveuglante formule wébérienne, « le désenchantement du monde », c'est le fait que tout désenchantement d'un domaine d'investissement imaginaire, comme aujourd'hui la politique et ses utopies, suscite le réenchantement d'un autre, en

l'occurrence, chez nous, le patrimoine, les mémoires et les identités, ethniques ou religieuses. Voire, dans les classes supérieures, l'art et ses créateurs. La *puissance d'irréalisation du réel* que porte en elle la fonction symbolique fait incoerciblement du monde limité qui nous est échu un plein qui sonne creux. Comme l'annonce ou le reste d'une perfection perdue ou à venir. On peut douter que cette déception devant le réel effectif disparaisse avec la « vieille chanson qui a longtemps bercé la misère humaine » – pour rester avec Jaurès. Chaque moment politique s'invente ses berceuses et notre répertoire de consolations lyriques a une merveilleuse fécondité.

L'historien objectera que les invariants, invérifiables et irréfutables, de faible valeur heuristique, sont d'un intérêt limité, et que seuls comptent en pratique les différentiels et la diversité. Et qu'on ne saurait confondre le Dieu très interventionniste des Américains avec l'Être suprême plutôt abstentionniste de nos républicains, pour ne rien dire du Allah franchement paranoïaque de certains islamistes. Cet historien aura bien sûr raison. L'apôtre du sens civique dénoncera de son côté les barbaries nationalistes, ethnicistes et racistes issues de l'esprit de corps (nous, les Allemands, nous, les Hutus, nous les communistes, etc.) et le danger qu'il y a à caractériser un peuple, une nation, un parti, une église comme un *tout* homogène, un corps pur et à purifier. Et il aura raison, lui aussi. La force organisatrice de l'imaginaire a ses maladies et ses crises, et elle a fait patauger le xx^e siècle dans le sang (encore plus que ses prédécesseurs). Les *fièvres de l'incomplétude* sont d'autant plus dangereuses que nous connaissons bien aujourd'hui « l'effet jogging » du progrès technique, qui pousse les désorientés de la modernité à maximiser l'unitif pour préempter le dispersif ; et notre vie démocratique consiste à négocier au moindre coût les effets totalisants et potentiellement totalitaires de la contrainte symbolique. La gestion républicaine

du besoin de sens, via la laïcité, devrait pouvoir autoriser un transcendant sans dogme, une adhésion sans culte, une foi sans orthodoxie. Mais ne nous leurrions pas : une laïcité purement juridique qui ferait fi de toute sacralité métajuridique ne durerait pas longtemps. Car il faut vouloir les conséquences de ce qu'on veut : si on veut un État faible, minimal et réduit aux acquêts régaliens de la sécurité civile, alors il faut aussi vouloir des clergés forts, avec des normes confessionnelles sévères et des communautés barricadées (doublées de puissantes mafias économiques). Tant il est vrai qu'il y a un jeu de bascule entre le spirituel et le temporel, entre les producteurs de sens et les détenteurs de la force. Pour schématiser : à État fort, clergé faible. À clergé fort, État faible. Si on ne veut pas voir remonter le plateau « emprise religieuse », ne doit-on pas accepter que la puissance publique fasse respecter un certain nombre d'astreintes et de règles, ne serait-ce que vestimentaires, dans certains espaces consacrés (c'est-à-dire mis à part de l'espace marchand, telles les mairies, les écoles et les bibliothèques) ? En ce sens, la loi Gayssot, qui est en elle-même illégitime et absurde, puisqu'elle instaure une vérité d'État, a peut-être répondu à la nécessité de sauvegarder une ultime zone de sacralité, un panneau frontière en quelque sorte « jusqu'ici, pas au-delà ». Il n'est pas étonnant que le refus de toute sacralité aille de pair avec l'escamotage des frontières symboliques entre les sites, les âges, les sexes, entre espace public et espace privé, entre l'institution et la simple association. Mais rassurons-nous. Quand une société se déconfessionnalise, elle troque un interdit contre un autre. Brocarder le pape, se moquer du curé, barioler un crucifix, mettre des seins et du rouge à lèvres au Christ n'est pas seulement autorisé mais pour ainsi dire attendu. Rien là de sacrilège, et le blasphème contre Dieu a disparu du Code civil. Mais qui parlera de la Shoah, crime sans pareil, comme d'un génocide entre dix autres, qui évoquera l'inégalité des races ou l'infériorité de la femme, voire l'homosexualité

comme péché, celui-là tombera sous le coup de nos lois ; et quand bien même les tribunaux s'abstiendraient, ces propos scandaleux frapperaient l'impie d'une mort morale et sociale. Notre texte sacré n'étant plus la Révélation divine mais la Déclaration des Droits de l'homme. La soutane n'est pas plus indispensable à une communion civile que l'uniforme militaire à un dépôt de gerbe.

Je n'ignore pas qu'à l'ère du tout à l'ego, quand les deux piliers du Temple sont la communication et la marchandise, le seul mot de « sacralité » a quelque chose d'obscène. Voire de sacrilège. C'est probablement un impensé de nos démocraties, et peut-être le mieux défendu de tous. Je dis *sacralité* et non *sacré* parce que le sacré n'est pas une chose en soi, l'intouchable ne cesse d'être retouché. C'est le résultat circonstancié d'une sacralisation temporelle et chaque époque se forge les sacralités dont elle a besoin. On a le choix de notre sacré, mais il n'est pas possible d'en admettre aucun, sauf à se dissoudre en tant que groupe lié, d'une génération à l'autre.

Dans une vidéosphère où tout s'achète et se vend, il n'est pas plaisant de rappeler qu'il existe une catégorie de choses qui ne se monnaient pas, qu'on dit *inaliénables*, et qui appartiennent tantôt au patrimoine tantôt au paysage. À chaque communauté ses dates et ses lieux constitutifs : les communistes avaient le mur des Fédérés, les Soviétiques, la place Rouge, les cathos, Saint-Pierre de Rome, les protestants, le Refuge cénévole, les Américains, le cimetière d'Arlington ou le Independence Hall of Philadelphia. Le sacralisé est soustrait à l'échange, comme au principe d'équivalence généralisé. On ne peut l'escompter, ni le refilet en cadeau, ni le débiter en morceaux, ni le troquer contre autre chose. Juifs et Arabes ne feront pas la paix en échangeant une demi tonne de la Pierre noire, à la Mecque, contre une demi tonne du mur des Lamentations, à Jérusalem. Aucun promoteur immobilier

ne construira une tour dans l'enceinte d'Auschwitz. L'original de la Constitution américaine ne sera pas mis aux enchères chez Sotheby's et enlevé par une banque japonaise, comme un tableau de Van Gogh, du moins tant que resteront unis les États-Unis d'Amérique. C'est saugrenu, le sacré, et assez indigeste. C'est même une entorse assez répréhensible au festif universel et au bien-être individuel. Quand le paradis du consommateur ressemble à un supermarché, quelque chose d'incongru, voire d'insoutenable, s'attache à la persistance ou la résurgence des sacralités collectives. Dans un monde qui voulait se croire intégralement calculable et computable, rationnel, positif et sans autre inquiétude que technique, là s'est peut-être aujourd'hui réfugié la négativité humaine, qui fait de l'histoire un travail toujours en cours, et non le déroulé inexorable et positif d'une histoire naturelle. Qui l'eût dit, qui l'eût cru, il y a cent ans d'ici : que nous puissions échapper à « la fin de l'Histoire » par cela même qui semble échapper à la prise, et qui est la signature même de notre humanité : l'intuition qu'il y a quelque part, parmi nous, du non-manipulable, quelque chose comme un patrimoine de principes et d'interdits qu'il nous revient de recueillir et de transmettre à nos descendants, impérativement, à temps et contretemps. Quitte à le transformer au passage, ce patrimoine, parce que toute transmission est une transformation. Quoi qu'il en soit, ce sentiment d'être redevable de quelque chose qui ne nous appartient pas en propre et dont nul ne peut disposer pour son propre compte, il me semble que celui qui croyait au Ciel comme celui qui n'y croyait pas devraient pouvoir l'assumer sans honte ni remords. Surtout, et peut-être plus que partout ailleurs, dans une démocratie laïque, fût-elle aussi insolite, fragile et précieuse que la République française.

